

OUTRE-TERRE, 40, revue trimestrielle
Juillet-août-septembre 2014

PROCHAIN NUMÉRO À PARAÎTRE:

N° 41 : La question d'Europe

Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits figurant dans cette revue ainsi que des opinions qui sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles des responsables d'Outre-Terre.

DÉPÔT LÉGAL : août 2014

IMPRESSION : Dupli-Print, France

ISBN: 978-2-84795-288-9

ISSN : 1636-3671

© ÉDITIONS L'ESPRIT DU TEMPS, 2014

BP 107 - 33491 Le Bouscat Cedex
www.lespritudutemps.com

© ACADEMIE EUROPEENNE DE GÉOPOLITIQUE, PARIS, 2014

41, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. 01 44 07 47 70, fax 01 46 34 67 19.

OUTRE-TERRE N° 40 (Dé)blocage belge

Belgique(s) 2014 Clivage de représentation(s) ? Michel Korinman	9
Atlas historique Daniel Delfenre	15
Entretien avec Jean-Luc Dehaene Propos recueillis par Vincent Laborderie	26
Entretien avec Gérard Deprez Propos recueillis par Vincent Laborderie	33
Entretien avec François-Xavier de Donnée Propos recueillis par Vincent Laborderie	40
Le fédéralisme belge creuse-t-il sa propre tombe ? Min Reuchamps, Didier Caluwaerts	45
Atlas géopolitique Daniel Delfenre	59

1 LIRE LES FLAMANDS

Le mouvement flamand, produit de la géopolitique européenne Marnix Beyen	71
Ces Flamands de Hollande Geert van Istendael	83
Essai sur l'idéologie de la Nieuw-Vlaamse Alliantie Jérôme Jamin	95
Géopolitique d'Anvers Marnix Beyen	110
La fin de la Belgique et ses impossibilités L'hypothèse d'une indépendance flamande à l'épreuve des faits Vincent Laborderie	114

2 LIRE LES WALLONS

Partis et paysage politique dans l'espace francophone en Belgique Pascal Delwit	127
---	-----

Wallonie : une région européenne dans l'entrecroisement du passé, du présent et du futur
Philippe Destatte
 147

Le nouveau *branding* wallon
Nicolas Baygert
 156

Vers une identité wallonne 2.0 ? Urbanité, mobilité, et relocalisation
Olivier Servais
 166

3 LES ÉTATS-(DÉS)UNIS DE BELGIQUE

Les Belges et leurs valeurs
Liliane Voyé, Karl Dobbelaere, Koen Abts
 191

Le Roi, acteur « politique » si nécessaire
Christian Laporte
 206

Une Belgique à neuf, à dix... ou à cinquante
Paul Vaute
 222

Bruxelles-Capitale : cinq impasses, une issue
Philippe Van Parijs
 229

Entretien avec M. Karl-Heinz Lambert, ministre-président de la Communauté germanophone
Propos recueillis par Vincent Laborderie
 236

BHV : le cauchemar oublié
Vincent Laborderie
 241

La Belgique à la croisée des chemins : entre fédéralisme et confédéralisme
Bart Maddens
 251

Une idée qui fait son chemin : historique de la proposition de circonscription fédérale en Belgique
Dave Sinardet
 262

4 L'AVENIR D'UN PETIT PAYS

La politique étrangère de la Belgique : fondements et évolutions
Tanguy de Wilde
 277

La Belgique et l'organisation des Nations unies
Michel Liégeois
 294

Entretien avec M. Henne Schuwer, ambassadeur des Pays-Bas en Belgique
Propos recueillis par Vincent Laborderie
 308

La Belgique vue par la lorgnette quelque peu biaisée d'un diplomate luxembourgeois aux racines belges
Alain de Muyser
 313

Brussels, DC : le rêve américain
Caroline Van Wynsberghe
 321

Les différentes routes de l'intégration sur une nouvelle terre d'immigration
Catherine Xhardez
 333

La Belgique et ses banques : des rêves de gloire contrariés
Éric Dor
 344

Anvers, grand port de commerce européen
Paul Tourret
 373

ESTHÉTIQUE ET GÉOPOLITIQUE

La Belgique, à travers villes, à travers champs
Luc Beyer de Ryke
 383

PSYCHANALYSE ET GÉOPOLITIQUE

De l'âme belge à la belgitude
Jean C. Baudet
 391

Les Belges et leurs valeurs

Liliane Voyé¹

(en collaboration avec Karel Dobbelaere² et Koen Abts³)

En 2009, comme ce fut le cas cette année-là dans 45 pays⁴, l'Enquête Européenne sur les Valeurs (EVS) a eu lieu en Belgique et ce, dans ce pays, pour la quatrième fois. Cette recherche de grande envergure vise à saisir ce que pensent les citoyens dans divers domaines de l'existence et à en pointer les éventuelles évolutions, la plupart des questions étant reprises dans les quatre vagues successives qu'a connues l'enquête (1981, 1990-91, 1999 et 2009). L'EVS permet bien sûr aussi des comparaisons internationales et, en ce qui concerne la Belgique, elle autorise parfois également des comparaisons entre les différentes régions du pays – ce que ce papier ne manquera pas de faire chaque fois que la chose est possible. On notera qu'en Belgique, l'échantillon a été tiré dans le registre national (1509 personnes) selon des règles statistiques strictes et que les interviews ont été réalisées face à face.

Les pages qui suivent synthétisent les analyses des résultats de cette enquête EVS 2009 présentées dans l'ouvrage « Autres temps, autres mœurs. Travail, famille, éthique, religion et politique : la vision des Belges »⁵. On trouvera dans celui-ci tous les détails de cette recherche.

Avant d'analyser un à un les différents domaines de la vie étudiés par cette enquête, il est intéressant de donner une vision d'ensemble des résultats obtenus en regardant le degré d'importance que les Belges accordent à chacun de ceux-ci.

Un premier constat s'impose : l'ordre d'importance des différents domaines de la vie évoqués par la recherche reste stable d'une enquête à l'autre, tant dans la hiérarchie des domaines que dans la répartition des différents niveaux d'évaluation. Pour quasiment tous les répondants, la famille vient en premier : 98 % d'entre eux la trouvant très ou assez importante, ce qui, on va le voir, se combine avec une profonde évolution de celle-ci. Les amis et connaissances occupent le deuxième rang,

1 Professeur à l'Université catholique de Louvain

2 Program Manager

3 Chercheur à l'ISPO-KU Leuven

4 Cf. Loek Heijman, Inge Sieben, Marga van Zundert, *Atlas of European Values: Trends and Traditions at the Turn of the Century*, Leyde, Brill, 2012 ; Pierre Brechon, Frédéric Gonthier, *Atlas des Européens: Valeurs communes et différences nationales*, Paris, Armand Colin, 2013.

5 Cf. Liliane Voyé, Karel Dobbelaere, Koen Abts (éd.), *Autres temps, autres mœurs. Travail, famille, éthique, religion et politique : la vision des Belges*, Rechin-Campus / Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 2012. Les thèmes présentés successivement dans cet article proposent de brèves synthèses des chapitres suivants de cet ouvrage.

récoltant 92 % des suffrages. À noter ici que cette proximité chiffrée cache une différence interne : alors que l'évaluation la plus élevée (très important) atteint 87 % pour la famille, ce n'est le fait, pour les amis, qu'à 46 %. Le travail rémunéré vient ensuite, avec 91 % d'avis favorables (55 % très important et 36 % assez important). Il dépasse de peu les loisirs, importants pour 89 % des interviewés (39 % et 50 %). Les deux autres domaines étudiés par la recherche viennent très loin derrière. Il s'agit de la religion et de la politique, respectivement importantes pour 40 % et 30 % des répondants (12 et 27 % ; 6 et 26 %). On le voit très clairement : c'est ce qui est ressenti comme étant la vie proche, privée, quotidienne qui focalise l'intérêt des Belges, peut-être notamment parce que c'est dans ces domaines qu'ils ont le sentiment d'avoir une certaine maîtrise.

Importance (très ou assez grande) des différents domaines de la vie (% 2009)

Domaines	Belgique	Bruxelles	Flandre	Wallonie
Famille	98	98	98	98
Amis	92	96	94	86
Travail	90	92	87	94
Temps libre	88	93	98	85
Religion	40	47	41	37
Politique	30	41	27	31

Tout comme en 1999, relativement peu de différences distinguent les trois régions du pays. L'ordre d'importance est quasiment le même : la famille est partout en tête, recueillant 98 % des suffrages et le politique en dernier, avec 41 % à Bruxelles, 31 % en Wallonie et 27 % en Flandre. Néanmoins, on enregistre certaines divergences, restant toutefois relativement limitées. Contrairement à des images parfois véhiculées, c'est en Wallonie (94 %) puis à Bruxelles (92 %) que le travail est jugé le plus important, la Flandre venant ensuite avec néanmoins encore 87 %. Peut-être les différences d'ancienneté et de profondeur du chômage expliquent-elles ces divergences ? À l'inverse, c'est en Wallonie que l'importance des amis est la moindre (mais cependant encore élevée) : 86 % alors qu'elle est de 94 % en Flandre et de 96 % à Bruxelles. Il en va de même pour le temps libre, qui récolte respectivement 85 %, 98 % et 93 %. Quant à la religion, en avant-dernière position dans les trois régions, elle atteint 47 % des suffrages à Bruxelles (en raison de l'importance de la communauté musulmane ?), 41 % en Flandre et 37 % en Wallonie.

Ayant ainsi présenté une vue d'ensemble des résultats belges de l'EVS 2009, voyons à présent ce qu'il en est plus particulièrement dans chacun des domaines concernés.

LA FAMILLE⁶

On l'a dit : c'est la famille qui occupe la première place aux yeux des Belges, quelle que soit la région (98 %), un constat qui se répète d'EVS en EVS. Mais on l'a également dit : cette stabilité s'accompagne de profonds changements de fonctionnement et de valeurs.

C'est la diversité des formes de vie et de parcours relationnels qui apparaît en premier. S'il reste le modèle dominant chez les plus de 35 ans, le mariage récolte de moins en moins de suffrages : alors qu'en 1981, seuls 16 % des répondants le considéraient comme une institution dépassée, ils sont 35 % en 2009. Les différences d'une région à l'autre sont ici bien marquées : 30 % sont dans ce cas en Flandre, 40 % en Wallonie et 46 % à Bruxelles. Parallèlement, la proportion des co-habitants avec ou sans contrat s'envole, tout particulièrement chez les 25 à 34 ans, où elle est passée de 3 % en 1981 à près de 25 % en 2009. Et ce fait est désormais considéré comme normal par près de deux tiers des répondants (64 %). Si 25 % des Belges trouvent qu'une relation de longue durée est nécessaire pour être heureux, 33 % ne partagent pas cet avis. Et ici, d'une région à l'autre, les différences sont frappantes puisque la première position n'est adoptée que par 43 % des Flamands contre 63 % des Bruxellois et 67 % des Wallons. Par ailleurs, le phénomène « Tanguy » prend de l'ampleur, la formation des couples étant de plus en plus retardée et les jeunes restant plus longtemps sous le toit familial. Comme antérieurement, parmi toute une série de facteurs pouvant être considérés comme importants pour la réussite du mariage, c'est la fidélité qui vient en tête (98 %, et plus chez les femmes que chez les hommes) et l'homogamie (même statut social, même position politique, même appartenance religieuse) qui paraît la moins importante (du moins au niveau du discours). Les facteurs renvoyant à l'épanouissement personnel sont plébiscités alors que le fait d'avoir des enfants ne semble important que pour 52 % des interviewés (moins encore chez les hommes jeunes : 36 %). La fonction reproductrice de la famille semble ainsi céder le pas à la qualité de la relation dans le couple.

Dans toutes les strates d'âge, même si les aînés y sont plus réticents, les modèles non genrés (c'est-à-dire échappant à l'attribution automatique des rôles en fonction du genre) progressent. Ainsi, alors que 62 % des Belges y étaient favorables en 1981, ils sont désormais 82 % à considérer qu'il est normal que les deux partenaires d'un couple contribuent à toutes les tâches, tant à l'apport des ressources qu'à la responsabilité du ménage et des enfants. À l'exception de ce qui concerne la contribution aux ressources (76 % en Flandre et 90 % en Wallonie sont pour la coresponsabilité), les différences se réduisent entre la Flandre et la Wallonie. De part et d'autre, 90 %

6 Cf. Patrick Debussche, Jacques Marquet, Dimitri Mortelmans, « La famille : conceptions actuelles de la relation de couple, de la famille, du genre et de la solidarité familiale », *Ibid.*, p. 23-70.

estiment que c'est aux deux partenaires de participer aux travaux de la maison et au soin des enfants et la désigmatisation du travail des femmes est le fait de plus de 80 % des interviewés (86 % en Flandre et 83 % en Wallonie), un même pourcentage considérant celui-ci comme donnant à la femme plus d'autonomie. On ne s'étonnera donc pas de voir que, parmi les valeurs prônées par les Belges en matière familiale, l'égalité homme/femme est clairement mise en avant. Elle l'est un peu plus par les femmes que par les hommes, par les personnes d'âge moyen plus que par les aînés et les plus jeunes, davantage aussi par les diplômés supérieurs et par les personnes n'ayant pas d'enfants ou n'en ayant qu'un.

L'EVS de 2009 vient confirmer des faits que chacun connaît : les divorces augmentent, de même que les remariages, les familles monoparentales se multiplient et les formes de vie familiale se diversifient – tout ceci traduisant un estompement de l'influence des institutions, en particulier de la religion. Plus de générations sont simultanément en vie. Tous ces changements contribuent à modifier les solidarités intrafamiliales. Si les relations intimes perdurent, elles se font souvent « à distance » (une évolution favorisée par les GSM et autres tablettes) et la solidarité normative décline : le respect et la relation aux parents est désormais plus une question de « mérite » et de choix que de devoir : 41 % en Flandre et 23 % en Wallonie, où la contrainte normative reste plus forte. Les deux régions se distinguent aussi quant à la nécessité de respecter les parents ; celle-ci est affirmée par 76 % des interviewés en Wallonie et par 58 % en Flandre. L'autonomie des membres de la famille se développe : 23 %, en Flandre comme en Wallonie, estiment que les parents y ont droit tandis que respectivement 53 et 44 % pensent de même à propos des enfants. Quant à l'assistance de longue durée aux parents, 43 % en Flandre et 52 % en Wallonie considèrent que c'est un devoir. Ces divers éléments sembleraient indiquer que la Wallonie reste quelque peu plus normative et traditionnelle que la Flandre, ce qui va pluriot à l'encontre de l'image souvent véhiculée.

Ainsi, si la sensible régression du mariage traditionnel et des formes « classiques » de famille n'a pas entamé l'importance accordée à celle-ci et au couple, elle va de pair avec une diversité croissante des comportements et des valeurs, particulièrement chez les jeunes générations.

Si l'importance attribuée aux amis vient en deuxième position directement après la famille, avec un taux d'appréciation de 92 % en Belgique, l'EVS ne proposait pas de questions particulières à leur propos. Il n'est dès lors pas possible d'élaborer ce thème et d'en dire plus à son propos. C'est donc au travail que vont être consacrées les lignes suivantes. Toutefois, avant d'aborder ce thème, il convient de souligner combien la dimension affective et émotionnelle l'emporte sur toute autre préoccupation. Mais si elle prime encore et toujours, son contenu et ses formes se sont

sensiblement transformées ces dernières années. Un de ces changements majeurs est sans conteste la valeur désormais accordée à la possibilité de choix qui la traverse. En témoignent en particulier le recul des formes de solidarité normative au bénéfice du lien éprouvé et du « mérite » reconnu comme de l'importance accordée aux amis, dont la sélection repose d'emblée sur un choix. Une phrase, exprimée par un jeune lors d'une interview, souligne clairement ce fait : « C'est plus que ma sœur, c'est mon amie ».

LE TRAVAIL⁷

Comme lors des EVS précédentes, le travail (et il faut entendre par là le travail professionnel rémunéré) occupe, avec un score de 91 %, la deuxième place quant à l'importance que les Belges attribuent à divers domaines de la vie. Tout en étant élevé dans les trois régions du pays, ce pourcentage varie néanmoins de l'une à l'autre : il est le plus élevé en Wallonie (94 %) puis à Bruxelles (92 %) et descend à 87 % en Flandre. Peut-être faut-il attribuer ces divergences à la rareté plus ou moins élevée des possibilités de travail et à l'expérience plus ou moins ancienne du chômage. Alors que les hommes et les femmes accordent la même centralité au travail, l'âge fait varier celle-ci (elle est plus marquée chez les moins de 55 ans), tout comme la stratification sociale (elle est un peu plus élevée chez les cadres et surtout chez les diplômés de l'enseignement supérieur).

Outre qu'il se révèle très important pour la plus grande majorité des Belges, le travail conserve aussi à leurs yeux une dimension éthique. 73 % d'entre eux y voient une obligation sociale et 56 % estiment qu'on ne se réalise pleinement que par le travail. Ceci entraîne un jugement plutôt négatif de ceux qui ne travaillent pas (« ils deviennent paresseux » : 56 % et « il est déshonorant de recevoir de l'argent sans le gagner par le travail » : 42 %). Par contre, ils ne sont qu'un peu plus d'un tiers (36 %) à estimer que « le travail devrait toujours primer sur le reste, même si cela signifie une diminution du temps libre »... Cette dimension éthique du travail est plus ou moins soulignée selon différentes caractéristiques socioculturelles : elle est un peu plus marquée chez les hommes que chez les femmes, chez les aînés que chez les jeunes, chez les ouvriers et indépendants que chez les employés et cadres inférieurs. Quant au fait de considérer le travail comme une obligation morale, il est davantage le fait des moins scolarisés, des plus religieux et des Wallons.

7. Cf. Hans De Witte, Anja Van den Broeck, *ibid.*, « Le travail au 21^{ème} siècle : de l'obligation morale à la réalisation de soi », p. 71-104.
Cf. Ren Leesthaeghe, Karel Neels, *Evolution des valeurs et des profils de génération en Belgique (1981-2009)*, *ibid.*, p. 245-278.

Pourquoi travaille-t-on ? C'est là une autre question investiguée par l'EVS. Les recherches menées en la matière distinguent souvent les orientations intrinsèques (contenu du travail en lui-même) et extrinsèques (moyen pour un but extérieur) du travail. Ce sont deux de ces dernières qui semblent primer : la sympathie existant dans le milieu de travail (68 %) – l'on pense *a contrario* aux problèmes du harcèlement – et « un bon salaire » (60 %). Trois autres aspects proposés par l'enquête récoltent environ 40 % d'adhésion : une fonction intéressante (42 %), une égalité de traitement entre travailleurs (39 %) et la possibilité d'harmonie avec la vie familiale (39 %). Aspects internes et externes s'entremêlent donc dans l'évaluation du travail. Ici comme ailleurs, les caractéristiques socioculturelles font varier les aspects privilégiés de cette évaluation. Pour les femmes, les orientations externes (salaire, vacances...) sont un peu plus importantes qu'elles ne le sont pour les hommes. On constate une régression des deux types d'orientation (et surtout de l'orientation extrinsèque) au fur et à mesure que l'âge augmente. Plus le niveau de formation et la position professionnelle sont élevés, plus les aspects intrinsèques du travail prennent de l'importance alors que chez les ouvriers, ce sont les aspects extrinsèques qui l'emportent. Enfin, ces derniers dominent en Flandre, alors que les dimensions intrinsèques du travail sont un peu plus accentuées en Wallonie et à Bruxelles.

Si l'on considère à présent les seuls actifs, on voit que 86 % d'entre eux se disent satisfaits de leur travail, 5 % seulement manifestant une nette insatisfaction. Alors qu'en la matière il n'y a pas de différence entre les hommes et les femmes, les autres variables socioculturelles entraînent certaines variations. Le degré de satisfaction au travail est en effet plus élevé chez les personnes de formation et de catégories professionnelles supérieures, chez les travailleurs à temps partiel, chez les plus âgés et chez les Flamands.

Le sentiment qu'il existe pour eux un fort risque de chômage n'est le fait que de 10 % des interviewés alors que 70 % d'entre eux n'anticipent qu'un risque faible. Ici non plus, il n'y a pas de différence entre les hommes et les femmes mais les autres variables entraînent par contre des divergences qui semblent de fait coïncider avec les faits : ce sont les moins de 25 ans, les ouvriers, les moins formés et les Wallons qui voient pour eux le plus grand risque de chômage et qui du coup se disent les moins satisfaits de la vie.

LA RELIGION⁸

Si la famille, les amis et le travail se voient chacun attribuer une grande importance par environ 90 % de la population, c'est à un niveau beaucoup plus bas que se

siue la religion puisqu'elle n'est jugée importante que par 40 % des Belges, 37 % des Wallons, 41 % des Flamands et 47 % des Bruxellois, ce dernier pourcentage étant sans doute le résultat de l'importante présence musulmane dans la capitale.

Cette situation religieuse générale recouvre un panorama assez spécifique à la Belgique. En effet, s'il y a là un certain pluralisme religieux, celui-ci est particulier et déséquilibré. Il met en présence deux forces majeures : les personnes qui se disent catholiques (50 %) et celles qui se disent sans appartenance religieuse (33 %). Si le pays compte en outre près de 10 % (9,2 %) d'athées déclarés, les religions autres que le catholicisme sont très faiblement représentées, à l'exception de l'islam duquel se réclament 5 % de la population, cette présence étant essentiellement due aux accords officiels contractés avec le Maroc et la Turquie par le gouvernement il y a 50 ans en vue de recruter de la main-d'œuvre. Les autres grandes religions sont à peine présentes (chrétiens autres que catholiques : 2,5 %, juifs : 0,4 %, bouddhistes : 0,4 %). On notera encore que les différences régionales sont inexistantes entre la Flandre et la Wallonie qui comptent l'une et l'autre environ 50 % de catholiques alors qu'ils ne représentent qu'un tiers de la population à Bruxelles, où un cinquième de la population se déclare athée et où la présence musulmane est forte. Une remarque s'impose ici. Le fait de se définir comme catholique n'équivaut pas automatiquement à une appartenance religieuse forte. D'une part, on voit que la proportion des personnes pleinement engagées diminue au bénéfice des catholiques dits « périphériques » c'est-à-dire des personnes qui ne vont qu'occasionnellement sinon jamais à l'église (soit notamment pour les rites de passage et les grandes fêtes) : ce sont 72 % des catholiques déclarés en Belgique. D'autre part, cette autodéfinition peut simplement correspondre à une dimension culturelle, dans ce pays où cette religion participe traditionnellement à l'identité nationale.

Le déclin religieux, enregistré dès la première EVS en 1981, est loin de se voir démenti en 2009. Il se manifeste tout d'abord dans les pratiques. Il n'y a aujourd'hui plus que 8,7 % de pratiquants hebdomadaires en Belgique alors qu'ils étaient encore près de 50 % en 1967. Ce déclin s'est davantage accéléré en Flandre, réduisant ainsi les différences entre les deux grandes régions du pays. En 30 ans, la pratique hebdomadaire y est passée de 52 à 13 % alors que durant cette même période elle est tombée de 34 à 9 % en Wallonie (à Bruxelles de 24 à 6 %). Les rites de passage connaissent eux aussi un sensible recul, en particulier le mariage qui passe de 85 % en 1967 à moins de 30 % en 2009. Les deux autres rites semblent mieux résister. Le baptême recule de 94 % en 1967 à 57 % en 2009 et les funérailles religieuses qui concernaient 85 % des décès en 1967 accompagnent encore 71 % de ceux-ci aujourd'hui.

Si les pratiques sont en recul, il en va de même des croyances qui sont nombreuses à disparaître ou à prendre des formes qui s'éloignent de l'orthodoxie. Il en va ainsi

8 Cf. Liliane Voyé, Karel Dobbelaers, Jaek Billiet, « Une Église marginalisée », *ibid.*, p. 145-172.

de la croyance en Dieu qui non seulement passe de 77 % en 1981 à 57 % en 2009 mais qui change de sens : en 2009, les Belges ne sont plus que 18 % à se représenter Dieu comme une personne (39 % en 1981) alors que 37 % d'entre eux l'assimilent à une force ou un esprit (24 % en 1981). Et si la croyance en la vie après la mort se maintient à 37 %, cet « au-delà » prend diverses formes, dont la réincarnation.

Parallèlement à ces déclin, l'Église recueille une faible crédibilité dans tous les domaines. Et elle est, en la matière, en net recul par rapport à 1999. En 2009, il y a 52 % des Belges qui n'accordent pas de pertinence à sa parole en matière spirituelle, 67 % en matière morale, 69 % en ce qui concerne les questions familiales et 72 % en ce qui touche au domaine social. Si, dans tous ces domaines, le pourcentage de personnes qui au contraire reconnaissent la pertinence de sa parole (respectivement 44, 29, 27 et 24 %) — pourcentages stables depuis 1981 — cela signifie que les points de vue se sont radicalisés et que les évaluations négatives se sont davantage exprimées (à noter que l'enquête a eu lieu avant les scandales de la pédophilie dans le pays).

Un dernier point mérite encore de retenir l'attention. Il concerne l'influence des variables socioculturelles. Incontestablement, c'est la génération qui joue ici le plus grand rôle. En effet, alors que chez les aînés, nés avant 1940 et entre 1940 et 1954, il n'y a respectivement que 16 et 22 % de personnes qui n'ont pas de lien à l'Église depuis une génération et 9 et 15 % pour lesquelles c'est le cas depuis au moins deux générations, ces pourcentages s'élèvent drastiquement chez les plus jeunes. De fait, parmi les personnes nées après 1984 (30 ans maximum aujourd'hui), 24 % se disent sans lien à l'Église depuis une génération et 45 % depuis au moins deux générations. Ainsi donc au total 7 jeunes sur 10 sont dans ce cas, ce qui laisse sans doute anticiper une augmentation de cet éloignement, ces jeunes allant dans la plupart des cas élever leurs propres enfants dans cette même ligne.

Autre variable susceptible de jouer un rôle : le genre. Conformément à une image largement répandue, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à se dire « religieuses » : 62 % contre 52 %. Mais si l'on distingue les femmes selon qu'elles exercent ou non une activité professionnelle, on constate que la position des premières est proche de celle des hommes (55 % se disent « religieuses ») tandis que les secondes sont 76 % à se dire telles. La conjonction du genre et du travail professionnel semble donc plus déterminante que ne l'est le genre considéré seul.

Le niveau d'enseignement a lui aussi toujours joué un rôle en la matière. Mais le lien n'est pas linéaire. En effet, près des deux tiers des diplômés de l'enseignement primaire et secondaire inférieur se disent religieux tout comme 50 % des diplômés du secondaire supérieur ; de part et d'autre, 10 % se définissent comme athées.

Alors que les bacheliers sont plus nombreux — 60 % — à se dire religieux, la relation s'inverse chez les détenteurs d'un master ou d'un doctorat : on compte parmi eux 25 % d'athées.

Enfin, lorsqu'on tente de mesurer l'impact respectif des différentes variables en conjuguant celles-ci, l'incidence majeure de l'âge se confirme et, à un moindre degré, celle de l'exercice d'une activité professionnelle qui joue à la baisse tout comme le fait l'élévation du niveau de revenu.

LA POLITIQUE⁹

Moins encore que la religion, la politique n'a la faveur des Belges puisqu'ils ne sont que 30 % à trouver celle-ci importante. Cette insatisfaction est partagée dans la plupart des pays européens occidentaux, qui créditent l'autorité publique d'une image très négative.

Si cet état de fait n'est pas radicalement démenti par les résultats de l'EVS, il semblerait néanmoins que la situation se stabilise : en 2009 comme vingt ans plus tôt, 30 % des Belges se disent intéressés par la politique et l'on constate même que le pourcentage de personnes qui disent discuter parfois de questions politiques avec leurs amis s'élève (44 % en 1990 et 53 % en 2009). Reste à se demander dans quelle mesure la dimension spectacle du politique joue ici un rôle. Quant à la participation et à la contestation politiques, elles enregistrent une légère progression mais uniquement en ce qui concerne les formes conventionnelles d'activisme, telles que la signature d'une pétition (en 1990, 50 disent l'avoir fait et 57 % en 2009) où la participation à une manifestation autorisée (25 et 27 %). Par contre très peu nombreux sont ceux qui disent avoir participé à des boycotts, des grèves sauvages ou des occupations d'usine et ceci de façon stable à travers le temps.

Lorsque l'on combine quatre aspects — importance accordée au politique, discussion avec les amis sur ce thème, intérêt à son égard et suivi de l'actualité politique dans les médias —, on constate qu'un tiers des Belges (31 %) sont apolitiques, 46 % modérément intéressés et 23 % fortement intéressés. Mais ces résultats globaux cachent des variations significatives selon les variables socioculturelles. C'est incontestablement le genre qui a l'effet le plus puissant : alors que 24 % des hommes se disent apolitiques et 27 % fortement intéressés, c'est le cas pour respectivement 39 et 17 % des femmes — perpétuation d'une traditionnelle répartition des rôles dans nos sociétés. Joue ensuite le niveau de formation qui, *grasso modo*, inverse la relation.

⁹ Cf. Koen Abts, Marc Swyngedouw, Dirk Jacobs, « Intérêt pour la politique et méfiance envers les institutions. La spirale de la méfiance enrayée ? », *ibid.*, p. 173-214.

Si 43 % des diplômés du primaire se disent apolitiques, ce n'est le cas que pour 9 % des diplômés universitaires tandis que 9 % des premiers et 52 % des seconds se disent fortement intéressés. Et ce dernier avis s'élève au fur et à mesure du niveau de diplôme. La génération affecte elle aussi l'intérêt pour le politique. Si, quelle que soit celle-ci, il n'y a jamais plus de 30 % de personnes qui témoignent d'un intérêt élevé (29 % de celles nées avant 1954, respectivement 21 % et 14 % de celles nées entre 1955 et 1969 et entre 1970 et 1984), les plus jeunes (nés après 1985) ne sont que 11 % à se ranger dans cette catégorie. Quant à la position professionnelle, à l'engagement religieux et à la région, ils n'ont qu'une incidence faible mais significative. En ce qui concerne cette dernière variable, la Flandre et la Wallonie témoignent d'une totale similitude : environ 30 % d'apolitiques et 20 % de fortement intéressés. Mais si l'on considère la participation politique, une différence sensible apparaît entre les deux régions : alors que 36 % des Wallons se classent dans la catégorie des activistes, 19 % seulement des Flamands sont dans ce cas. Et il y a respectivement 43 % des premiers et 20 % des seconds qui sont réfractaires à toute action politique en dehors des élections.

Si le politique – et, à un degré un peu moindre, la religion – ne recueillent guère la faveur des Belges, qu'advient-il des diverses grandes institutions du pays, y compris celles-ci ? C'est là une question qui revient dans les différentes EVS. L'analyse des résultats obenus à la question de savoir quel degré de confiance les Belges accordent à ces institutions met nettement en exergue les trois d'entre elles qui recueillent une confiance totale ou assez grande. Il s'agit des soins de santé (32 et 58 %), de l'enseignement (25 et 60 %) et de la sécurité sociale (20 et 62 %). Trois institutions, on le notera, qui concernent directement les familles dans leur vie quotidienne. L'Église et les partis politiques sont quant à eux en queue de peloton, ne s'attirant respectivement aucune (l'Église et les partis 27 %) ou peu de confiance (l'Église 37 % et les partis 52 %). Les institutions bancaires recueillent les effets de la crise qu'elles ont connue (et, en un sens, suscitée !) : elles n'obtiennent que 32 et 3 % de confiance assez grande ou totale. Le gouvernement, le Parlement et la presse ne sont guère davantage prisés puisqu'ils recueillent respectivement 68, 59 et 60 % d'avis négatifs. Par contre, la police se voit valorisée, avec 70 % d'avis favorables de même que, mais à un moindre degré, l'administration (56 %), l'armée (51 %), la justice (50 %) et les syndicats (49 %).

Le peu de confiance accordée au gouvernement, au Parlement et aux partis n'entame pas pour autant la valorisation de la démocratie puisqu'en 2009 tout comme en 1999, 90 % des Belges se disent en faveur de celle-ci. On note toutefois une sensible progression de l'appel à un leader fort, ne se préoccupant pas trop du Parlement et des élections, puisque cette option passe de 33 % en 1999 à 44 % en 2009. Aux deux époques, l'idée d'un gouvernement d'experts séduit quant à elle

60 % des Belges. Par contre, en 2009, voir l'armée gouverner le pays n'est apprécié que par 9 % de la population, ce qui représente toutefois le double du résultat de 1999. La position privilégiée de la démocratie n'en exclut toutefois pas les critiques. Le système économique y fonctionne mal, estiment deux tiers des Belges dans les deux phases. 34 % soulignent l'indécision qui marque ce régime (40 % en 1999). Par contre, 62 % (1999 et 2009) considèrent que, en ce qui concerne le maintien de l'ordre, ce régime est plutôt performant.

Tout comme dans les autres domaines étudiés, les variables socioculturelles introduisent certaines différences dans ces résultats. Le genre semble jouer un léger rôle, les hommes étant un peu plus méfiants à l'égard des institutions de l'État providence et s'identifiant moins systématiquement à la démocratie. L'identification avec les principes démocratiques et avec les institutions augmente avec l'âge en même temps que le fait la critique de la démocratie ; Par ailleurs, alors que ce sont les diplômés universitaires qui sont les plus attachés à la démocratie, l'attitude antidémocratique augmente avec l'abaissement du niveau de formation, qui conduit plus volontiers à valoriser un leader fort et le recours à des experts. Et ce sont les ouvriers qui apparaissent les plus ouverts aux penchants antidémocratiques. Enfin, certaines différences apparaissent entre les régions. Moins critiques à l'égard du fonctionnement de la démocratie, les Flamands sont par contre plus méfiants envers les institutions politiques et courent plus de risques de développer des idées antidémocratiques.

L'ÉTHIQUE¹⁰

Contrairement aux aspects qui précèdent, la question de l'éthique ne renvoie pas à un domaine particulier. Elle leur est en quelque sorte transversale dans la mesure où, portant sur la question du bien et du mal, sur celle de la responsabilité ou encore celle de la solidarité, elle les concerne tous d'une manière ou d'une autre et à un degré ou à un autre.

Dans ce champ éthique, l'EVS pose d'emblée une question générale : les Belges estiment-ils qu'en matière de bien et de mal, il y a des normes absolues, toujours applicables à chacun ou que de telles normes, quoiqu'existantes, peuvent parfois être transgressées en référence aux circonstances ou encore que cela dépend toujours de ces dernières. Moins de 20 % se rallient à l'idée qu'il y a des normes absolues, intangibles, alors que 80 % invoquent le poids des circonstances, se répartissant également entre les deux autres positions. Si le genre n'a ici pas d'incidence, il n'en va pas de même pour l'âge : environ un quart des plus de 54 ans se rallie à l'idée

¹⁰ Cf. Veerle Draulans, Jaak Billiet, « L'éthique : le « lourd vaisseau des mœurs » ne prend pas de brusques virages... à moins que? », *ibid.*, p. 105-143.

qu'il y a des normes absolues alors que ce n'est le cas que pour 15 % des jeunes. Le niveau de formation joue lui aussi un rôle : plus celui-ci est élevé, moins on adhère à la croyance en l'existence de normes absolues intransgressibles et volontiers à un relativisme radical. Enfin, certaines différences distinguent francophones et néerlandophones. 50 % des premiers et 36 % des seconds adhèrent au point de vue médian (normes absolues mais que les circonstances peuvent moduler), tandis que respectivement 32 % des francophones et 44 % des néerlandophones ont des opinions très relativistes. À noter encore que, parmi les catholiques, ce sont les pratiquants réguliers (noyau) qui sont les plus nombreux à être dogmatiques (35 %) et non les catholiques périphériques (rites et participation occasionnelle) ni – plus surprenant peut-être pour d'aucuns – les personnes du noyau (pratique et activité liées à l'engagement religieux).

Un autre thème éthique exploré par l'EVS porte sur la confiance à l'égard des autres : « diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des autres ou que l'on n'est jamais assez prudent ? ». C'est ce dernier point de vue qui l'emporte, partagé par deux tiers des Belges. Le genre et l'âge n'ont pas d'effet particulier. Par contre, la confiance augmente avec le niveau de formation. L'appartenance linguistique joue elle aussi un rôle : 75 % des francophones sont méfiants contre 62 % des néerlandophones. Ces positions générales se nuancent toutefois lorsque l'on considère les réponses à la question de savoir qui on ne souhaiterait pas avoir comme voisins. Parmi la liste de types de personnes proposés, ce sont les drogués que l'on souhaite le plus éviter (55 %) suivi d'assez loin par les alcooliques (38 %) et les extrémistes de droite (35 %). Trois autres types de voisins sont récusés par environ un quart des Belges : les personnes ayant un casier judiciaire, les tsiganes et les extrémistes de gauche tandis que c'est le cas de 15 % à l'égard des musulmans. Si les variables socioculturelles tout comme l'appartenance régionale interviennent et génèrent certaines différences, elles ne le font que relativement peu et seulement sur certains items.

Une autre question éthique explorée par l'EVS porte sur le souci des autres. Les résultats sont clairs : les Belges se soucient avant tout des personnes de leur entourage et, de loin avant tout, des membres de leur famille (93 %). Plus on élargit le cercle – des voisins (48 %) à l'humanité (12 %), en passant par les personnes de la région (25 %), du pays (22 %) et de l'Europe (11 %) – plus le pourcentage des Belges qui se préoccupent des autres diminue. L'incidence des variables socioculturelles n'a pas été vérifiée systématiquement. Cette question était complétée par une autre, portant sur le souci dont témoignent les Belges à l'égard de types particuliers de personnes existant dans le pays. Si 50 % ou plus d'entre eux disent être préoccupés par le sort des personnes âgées (57 %), des malades et handicapés (57 %) et des enfants de familles pauvres (50 %), ils sont très peu nombreux à se soucier des chômeurs

(25 %) et des immigrés (15 %). Tout semble se passer comme si plus on estime avoir de risque de tomber, soi-même ou un proche, dans une de ces catégories, plus on a tendance à s'intéresser à celle-ci. C'est d'ailleurs l'âge qui joue ici le rôle le plus marqué.

La sensibilité actuelle se préoccupe également de l'environnement. L'EVS ne pouvait donc éluder cet aspect de l'éthique, qu'elle a abordé par une batterie de questions. Il ressort des réponses que 80 % des Belges estiment que lorsque les hommes se mêlent de la nature, cela entraîne souvent des conséquences catastrophiques, et 76 % pensent que si les choses continuent comme maintenant, il en résultera bientôt une grande catastrophe écologique. En même temps, 66 % considèrent que le génie de l'homme permettra que la terre reste viable.

Un autre thème, par ailleurs très actuel, est développé dans les questions de l'EVS. Il s'agit de tout ce qui concerne la vie personnelle et « la libre disposition de son corps », c'est-à-dire des actes tels que l'avortement, le divorce, l'euthanasie, etc. Les résultats montrent dans l'ensemble une sensible progression de la tolérance dans la majorité de ces matières. Il en va ainsi du divorce, considéré comme pratiquement toujours justifié par 23 % des Belges en 2009 alors que ce n'était le cas que de 8 % d'entre eux en 1981. De même, pour l'avortement, cette réponse recueille 19 % des suffrages en 2009 (8 % en 1981) et pour l'homosexualité 34 % (9 % en 1981). Mais la progression la plus frappante concerne l'euthanasie, qui, jugée pratiquement toujours justifiée par 13 % des Belges en 1981, est aujourd'hui acceptée par 49 % d'entre eux, soit par un Belge sur deux. L'insémination artificielle et la fécondation *in vitro* atteignent le même pourcentage d'acceptation (48 % en 2009 – pas de données antérieures). Le relatif plébiscite de l'euthanasie est d'autant plus notoire que le suicide est par contre largement regardé comme inacceptable : seuls 6 % sont d'un avis contraire et le pourcentage de rejet est même en baisse depuis 1999. Comme souvent, les variables socioculturelles jouent ici un rôle plus ou moins discriminant. Ainsi les femmes se montrent-elles dans l'ensemble plus tolérantes que les hommes. Il faut dire que dans nombre de ces matières, elles sont plus directement touchées que ne le sont les hommes. Les Belges nés après la guerre tout comme les diplômés supérieurs acceptent eux aussi ces pratiques plus que ne le font les aînés et les moins diplômés. Et ce sont les catholiques qui sont les plus opposés.

Outre ces aspects relevant de la sphère privée, l'éthique concerne aussi le domaine social et la sphère publique. Sans prétendre faire le tour de ce problème, un certain nombre de questions tentent d'approcher les avis en ces matières. Parmi les propositions énoncées, c'est « l'acceptation de pots-de-vin dans l'exercice de ses fonctions » qui est la plus décriée : tout comme en 1999, 84 % des Belges condamnent ce comportement, 2 % seulement l'acceptant sans réserve. « Ne pas payer dans les

transports publics » est dénoncé par trois Belges sur quatre, environ comme lors des deux EVS précédentes. Et ils sont près des deux tiers à considérer qu'il n'est jamais justifié de « tricher dans sa déclaration d'impôts si on en a la possibilité ». Par contre, la moitié des interviewés seulement estiment illégitime de « mentir pour défendre ses intérêts » et ils ne sont que 42 % à trouver qu'il n'est jamais justifié de « payer en liquide pour éviter des impôts ». On notera en passant que ces réponses sont des « discours » sur des pratiques et non ces pratiques elles-mêmes et que, bien entendu, on ne peut rien en déduire sur ces dernières qui peuvent de fait s'écarter plus ou moins du discours. Toutefois il semble que l'on assiste, comme on le remarquait déjà dix ans plus tôt, à une certaine progression de l'importance accordée à la responsabilité vis-à-vis des autres et/ou de la société, ces discours soulignant la légitimité qui qualifie celle-ci. Si le niveau de formation et l'appartenance linguistique n'induisent ici aucune différence, il n'en va pas de même de l'âge (les plus jeunes sont plus tolérants que les aînés) ni du caractère religieux des interviewés (les plus religieux réprouvent davantage les comportements orientés vers le profit personnel).

Une dernière batterie de questions portait sur les valeurs éducatives que les parents souhaitent promouvoir chez leurs enfants. Trois d'entre elles se détachent clairement en 2009 (comme en 1999) : les bonnes manières : 83 % (78), la tolérance : 81 % (82) et le sens des responsabilités : 71 % (80). Moins de la moitié des Belges choisissent chacune des autres propositions : l'esprit d'économie (47 %), l'obéissance (40 %), l'application au travail (37 %), l'indépendance (32 %),

la détermination et la persévérance (31 %). Un palier est ici à nouveau franchi : ils ne sont que 20 % à retenir l'importance de la générosité, 15 % à valoriser l'imagination et seulement 11 % à souligner l'importance de la foi religieuse. Les priorités des femmes et des hommes ne sont pas toujours les mêmes et l'âge n'intervient que pour quelques options, l'autonomie étant par exemple privilégiée par les plus jeunes tandis que les aînés soulignent l'importance de l'application au travail. Enfin, néerlandophones et francophones se distinguent sur certains items, mais il s'agit de différences d'intensité plus que distinctions radicales.

CONCLUSION

Le champ le plus « mal aimé » des Belges est incontestablement le politique. Ni le gouvernement, ni les partis n'échappent à ce jugement négatif. Tout en même temps, le système démocratique reste fortement apprécié, même si certaines de ses faiblesses sont relevées. Et si l'État providence se voit plébisciter à travers les opportunités qu'il offre la sécurité sociale, le système de santé et l'enseignement – domaines qui touchent quotidiennement et concrètement les citoyens. En fait, la critique vise

directement ce que l'on qualifie parfois de politique politicienne, axée avant tout sur la réussite personnelle de ses acteurs, prêts pour cela à toutes les promesses qui ne seront par la suite pas tenues.

Lorsque l'on décrit la Belgique, on ne peut omettre de se demander si et dans quelle mesure des différences existent entre les trois régions du pays et plus particulièrement entre la Flandre et la Wallonie (La situation de Bruxelles est plus complexe et plus malaisée à comparer en raison de la composition de sa population qui, d'une part, compte et des néerlandophones et des francophones, et d'autre part connaît un pourcentage élevé de population immigrée). Certaines différences existent entre les deux grandes régions du pays mais, dans l'ensemble, c'est leur proximité qui frappe. Ainsi en matière religieuse, la différence autrefois sensible entre les deux a presque complètement disparu. On ne note que très peu de différence entre elles en ce qui concerne la libre disposition du corps et la permisivité sociale, si ce n'est que les néerlandophones se montrent quelque peu plus tolérants à l'égard des nouvelles formes de vie commune. Et de part et d'autre, un tiers de la population se dit apolitique, même si les Wallons apparaissent un peu plus activistes. Contrairement sans doute à une image assez répandue, ce sont ces derniers qui, sur certains points, s'avèrent les plus traditionnalistes. Ainsi plus de Wallons que de néerlandophones regardent le travail comme étant une obligation morale tout comme ils sont plus nombreux à considérer l'assistance aux parents âgés comme un devoir et à estimer que le bonheur suppose une relation de longue durée. Il n'est pas sans intérêt de noter que ces différences participent de celles qui, en Europe de l'Ouest, distinguent les pays du Sud de ceux du Nord, ces derniers paraissant plus prompts à adopter les pratiques et valeurs novatrices tandis que les pays du Sud semblent plus attachés aux traditions.